

SERFATI, Claude. *Les industries européennes d'armement, de la coopération à l'intégration*. Paris, La Documentation française, 1996, 196 p.

René Leray

Volume 30, Number 1, 1999

La politique extérieure du Japon : au-delà du réalisme ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/704007ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/704007ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Leray, R. (1999). Review of [SERFATI, Claude. *Les industries européennes d'armement, de la coopération à l'intégration*. Paris, La Documentation française, 1996, 196 p.] *Études internationales*, 30(1), 164–167.
<https://doi.org/10.7202/704007ar>

ment for Africa» (p. 299), à cause de son étendue géographique, de la faiblesse et du sous-développement de ses États et du manque d'interdépendance entre eux. L'insécurité en Afrique est multidimensionnelle, d'où la nécessité d'adopter une *diplomatie préventive* pour prévenir l'aggravation des crises internes avec leur potentiel de débordement. Dans le chapitre 14, Khong atteste que l'« esprit de l'ASEAN » (p. 321) s'est consolidé entre 1976 et 1989. Le rapprochement entre les membres de ce RSC « did not originate from intensive economic interactions or interdependence, [but from security concerns] » (p. 328). Depuis la fin de la guerre froide, les relations entre les pays de l'ASEAN-Asie du Sud tendent vers plus de coopération, d'amitié et de collaboration, et évoluent « in the direction of a pluralistic security community, albeit a nascent one » (p. 320). Dans le chapitre 15, les éditeurs de ce collectif concluent que la bonne compréhension des questions de sécurité dans le monde contemporain nécessite une approche nuancée qui prend explicitement en compte les différences entre les RSCS (p. 344). En même temps, il faut œuvrer pour la création de théories « that capture the interaction of domestic, regional, and global politics » (p. 348). En conclusion, les analyses réunies ici, dont certaines sont un peu déplacées et même infirmées par la tournure des événements sur la scène internationale, sont assez solides et bien documentées. Toutefois, l'usage des notes infrapaginales aurait grandement facilité la lecture.

Nemer RAMADAN

Candidat au doctorat en science politique
Université du Québec à Montréal

Les industries européennes d'armement, de la coopération à l'intégration.

SERFATI, Claude. Paris, *La Documentation française*, 1996, 196 p.

Le professeur Serfati apporte avec cette nouvelle publication une contribution particulièrement utile, et bien documentée, à la compréhension en profondeur des forces qui, à la fois, favorisent et contrarient la nécessaire adaptation des industries européennes d'armement.

Après avoir expliqué l'organisation et l'évolution des principales industries nationales d'armement en Europe (France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Espagne, Suède), depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au tournant des années quatre-vingt et quatre-vingt dix, et après avoir dressé un bilan réaliste des multiples programmes réalisés en coopération (soit transatlantique, soit entre pays européens) pendant la même période et de leurs limites, le professeur Serfati questionne très justement les voies et moyens par lesquels les industries européennes de l'armement pourraient être intégrées. L'intégration semble en effet devoir s'imposer en réponse à la fois aux nécessités économiques et financières (la raréfaction des deniers publics et la concurrence de plus en plus vive des « géants » américains) et à l'ambition politique, depuis le traité de Maastricht, d'une PESC (politique étrangère et de sécurité commune) et d'une IEDS (identité européenne de défense et de sécurité).

En ce qui concerne tout d'abord l'organisation et l'évolution des principales industries nationales d'arme-

ment, l'article rappelle judicieusement combien, pour la France, l'industrie d'armement a été, surtout avec le retour du général de Gaulle au pouvoir de 1958 à 1969, conçue comme l'instrument d'une politique à la fois d'indépendance nationale et d'excellence technologique.

La Délégation générale pour l'armement (DGA) et le tissu d'agences technologiques, d'établissements publics, et de groupes industriels dont elle assure la tutelle à partir de 1961, illustrent clairement une volonté d'État d'assurer une compatibilité forte entre le développement et l'organisation des activités scientifiques, technologiques et industrielles d'un certain nombre de secteurs-clés et le projet politico-stratégique du gouvernement français.

Ce choix, soutenu par un consensus quasi permanent de tous les partis politiques, et étayé par le recrutement d'élites issues des grands corps d'État (Polytechnique, ENA), n'aura cependant pas – contrairement aux affirmations officielles – d'effet bénéfique durable sur la compétitivité et le dynamisme industriel du pays. Certains segments (spatial, armement, technologies nucléaires) en sortiront certes en position de force, mais d'autres (électronique, chimie) en seront plutôt affaiblis.

Au cours de la même période, l'industrie d'armement britannique, de vieille tradition et qui a longtemps contrasté par sa modernité et sa capacité innovatrice avec un déclin général de l'industrie du pays, a conforté sa position. D'abord sous l'effet d'une politique de « champions nationaux », après la Seconde Guerre mondiale, puis sous celui du libéralisme thatchérien qui, à partir de 1979, modifia

profondément la gestion du budget de défense, dans le sens d'une plus grande exigence de compétitivité.

En Allemagne, l'explication de la configuration actuelle de l'industrie d'armement est largement à trouver dans les conséquences de la défaite de 1945 (contraintes et limitations sévères) suivies d'une réintégration progressive du pays dans la communauté internationale (OTAN, CEE).

Le cas de l'Italie est différent : fortement marqué par la quasi-absence de gestion centralisée des commandes publiques, par une longue tradition de fabrication sous licences – surtout américaines – et par un effort comparativement faible en termes de R & D.

Le développement d'une industrie espagnole de l'armement est quant à lui plus récent. Il n'a pas permis, jusqu'ici, de constituer une capacité comparable à celle des trois grands partenaires européens (FR, UK, D), ni même à celle de la Suède, caractérisée – en conséquence logique de la position de neutralité politique choisie par ce pays – par des compétences technologiques autonomes fortes et par une attitude très restrictive en matière d'exportations d'armements.

Ces « données de base » qui montrent une grande inégalité de situation et d'organisation des différentes industries nationales d'armement en Europe n'ont pas été profondément modifiées par la multiplication des programmes conduits en coopération, même quand ces derniers sont devenus plus européens que transatlantiques. En fait, chaque pays européen a subordonné son engagement dans la coopération à ses propres objectifs et conceptions politiques :

– l'importance de la relation avec les États-Unis pour la Grande-Bretagne ;

– l'autonomie politique et l'excellence technologique pour la France ;

– la ré-acquisition de compétences et capacités dans le domaine des principales technologies militaires.

Cette manière de faire a conduit à des résultats mitigés des programmes en coopération pourtant nombreux, suite notamment à l'absence d'harmonisation des besoins opérationnels, à la complexité des schémas d'organisation requis pour équilibrer les contributions et les pouvoirs des différents acteurs (États-majors, agences d'armement, groupes industriels, laboratoire ...), à la pratique du « juste retour », des duplications, des rotations des maîtres d'œuvre... le tout aboutissant à un alourdissement substantiel des coûts, résumé dans la formule un peu provocatrice mais très parlante reprise par le professeur Serfati : « en cas de coopération entre plusieurs pays (n) pour la production d'armement, le coût du programme est à multiplier par $2\sqrt{n}$... le délai de réalisation par $3\sqrt{n}$... les difficultés d'exportation croissant selon une progression géométrique dont la raison est n^3 » (cité dans J.F. Delpech « La standardisation des armements », *Revue de Défense Nationale*, mai 1975).

Quatre consortiums européens (Euromissile, Euromissile Dynamics Group, Eurosam et NH-90) sont examinés dans ce contexte pour illustrer la complexité et la difficulté de conduite des programmes en coopération. L'Euro fighter – qualifié de « programme au bord du désastre » – et le Rafale qualifié de « produit national

hors de prix » – viennent en quelque sorte couronner la démonstration, avant d'aborder la troisième et dernière partie de l'ouvrage consacrée au « tournant des années quatre-vingt » et au cheminement (difficile) vers l'intégration des industries européennes d'armement. Tout se rattache pour expliquer ce tournant à la conjonction de la mondialisation de l'économie et du changement géopolitique majeur déclenché par l'effondrement, puis la disparition, de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie. Il s'ensuit une baisse tendancielle durable (et qui se prolonge encore actuellement) des budgets de défense et particulièrement – donnée essentielle pour les industries d'armement – des crédits d'équipement.

Ce mouvement – généralisé malgré des variantes selon les pays – se traduira par une contraction des marchés à l'exportation, et donc une concurrence de plus en plus vive dans laquelle les firmes américaines, rapidement restructurées et concentrées deviennent dominantes. 1990 : Loral rachète la division « espace » de Ford ; 1992 : General Dynamics vend ses avions de combat – F-16, F-22 – à Lockheed ; 1993 : Martin Marietta reprend – pour 8 milliards de dollars – les satellites de General Electric et achète les fusées Atlas à General Dynamics ; 1994 : Northrop absorbe Grumman constructeur du F-14 ; Lockheed no 1 de la défense mondiale se marie avec Martin Marietta (no. 4) pour créer un groupe d'une puissance inégalée ; 1996 : OPA de Lockheed-Martin sur Loral, rachat par Raytheon de Hugues Aircraft ; 1997 : fusion de Boeing et de McDonnell Douglas ; rachat de Northrop Grumman par Lockheed-Martin.

L'écart avec la situation en Europe se creuse d'autant plus que les industries de défense du vieux continent réagissent lentement et en ordre dispersé. Le handicap, déjà ancien, d'un morcellement excessif des capacités (à l'abri pendant trop longtemps de budgets de défense élevés – surtout en France et au Royaume-Uni – et de la pratique du « juste retour ») ajouté à une taille réduite des marchés nationaux doit de toute urgence être corrigé sous peine d'une impossibilité de concrétiser l'objectif – pourtant affiché au niveau politique – à partir du Traité de Maastricht – d'une identité européenne de sécurité et de défense (IEDS) et d'une politique étrangère et de sécurité commune (PESC).

Les obstacles à surmonter ne sont cependant pas minces (c'est le dernier chapitre de l'ouvrage du Professeur Serfati). Ils concernent aussi bien des aspects institutionnels (faut-il en particulier abroger l'article 223 du Traité de Rome qui exclut explicitement la production d'armes des compétences de la Communauté européenne ?) que des aspects fonctionnels et économiques (faut-il instaurer une « préférence communautaire », créer une Agence européenne de l'armement, maintenir la pratique du « juste retour », encadrer les exportations d'armement... ?). Sur tous ces points, les différentes structures mises en place – soit au niveau de l'UEO avec l'OAEU, le GAEO, et ses commissions spécialisées, le programme EUCLID pour la RDT militaire, soit au niveau d'une coopération entre certains pays européens seulement avec l'OCAR créée à l'initiative franco-allemande et à laquelle le Royaume-Uni et l'Italie se sont rapidement joints –, n'ont apporté jusqu'ici que des réponses partielles,

à la fois en deçà du niveau d'intégration requis du côté « offre » (structures industrielles) et du côté « demande » (besoins du futur), et insatisfaisantes pour les « petits » pays laissés de côté...

Le professeur Serfati s'interroge donc, à juste titre, sur l'avenir des industries européennes de l'armement. Allons-nous vers la constitution de « champions européens » autour d'Aérospatiale, British Aerospace, DASA, GEC-Marconi, Thomson-CSF ? Une politique industrielle de l'armement européenne ou bien une politique des grands programmes technologiques militaires pourrait-elle voir le jour (malgré les positions d'inspiration libérale de la Commission européenne) ?

L'auteur prudemment ne se prononce pas pour l'une ou l'autre de ces options.

René LERAY

*Institut d'études européennes
Université Catholique de Louvain*

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

The Post-Development Reader.

*RAHNEMA, Majid et Victoria BAWTREE.
London, Zed Books, 1997, 460 p.*

Il y a vingt-cinq ans, le volume *Small Is Beautiful* faisait rêver ceux et celles qui refusaient les thèses prônées par les adeptes de la croissance économique illimitée et qui aspiraient à un développement autocentré, plus respectueux des individus, des peuples et de leurs cultures. Aujourd'hui, les mêmes personnes apprécieront sans doute ce recueil de textes choisis qui présente une autre façon d'entrevoir le développement. Les quelque